

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère du Commerce



Programme d'Appui
à la mise en œuvre de l'Accord d'Association



Programme géré par le Ministère du Commerce et financé par l'Union européenne

**Unité de Gestion du Programme P3A : « UGP3A »
Direction du Programme**

**Les projets réalisés par secteur/organisme dans le cadre de
l'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association
Algérie/Union européenne.**

2009-2020

Décembre 2020

TABLE DES MATIERES

1. Présentation du P3A	3
1.1. Cadre général et objectifs	3
1.2. Financement 2009-2023	4
2. Bilan chiffré des projets réalisés et en cours : de 2009 à 2020	5
2.1. Ministère des Finances	5
2.2. Ministère de la Justice	11
2.3. Ministère du Commerce	13
2.4. Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche	18
2.5. Ministère des Travaux Publics & des Transports	22
2.6. Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire	25
2.7. Ministère de l'Industrie et des Mines	26
2.8. Ministère des Ressources en Eau	30
2.9. Ministère du Tourisme et de l'Artisanat	31
2.10. Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme	32
2.11. Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication	34
2.12. Ministère de l'Environnement	35
2.13. Ministère de l'Energie	36
2.14. Ministère du travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale	37
2.15. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	37
2.16. Ministère de la Culture	38
2.17. Ministère des Relations avec le Parlement	38
2.18. Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière	38
2.19. Ministère de la Défense	39
2.20. Ministère des Affaires Etrangères	40
2.21. Actions spécifiques sur la Thématique de la GOUVERNANCE	40
2.22. Autres actions ponctuelles diverses	40
3. Conclusion	42

1. Présentation du P3A

1.1. Cadre général et objectifs

Le Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association **P3A** vise le renforcement du partenariat engagé entre l'UE et l'Algérie, en s'adressant aux administrations et toutes les institutions contribuant à sa mise en œuvre en se proposant de leur apporter l'expertise, l'assistance technique et les outils de travail nécessaires à la réalisation des objectifs définis par cet Accord d'Association.

Le **P3A** est réalisé en quatre phases qui ont fait l'objet de quatre (4) Conventions de financement, dont la première a été signée le 17 décembre 2007, constituant le cadre administratif, technique et financier de mobilisation des instruments de coopération de l'Union européenne.

Le **P3A** est actuellement à sa quatrième phase, qui a démarrée en 2017 et se poursuivra sur 76 mois d'exécution opérationnelle.

Dans ce même cadre d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association, deux autres programmes ont été engagés :

- Le Programme Gouvernance « **Support for Partnership Reforms and Inclusive Growth** » **SPRING** », objet de la Convention de Financement du 19 décembre 2013 (clôturé).
- Le nouveau Programme « **Facilitation d'Appui aux Priorités de Partenariat FAPP** » objet de la Convention de financement du 18 décembre 2019 (en cours de lancement).

Toutes les phases du P3A et les deux programmes connexes ont un objectif commun de mettre à la disposition des administrations et des institutions algériennes l'expertise et les outils de travail pour atteindre les résultats attendus de l'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association à savoir :

- ✓ Le rapprochement du cadre législatif et réglementaire algérien avec celui de l'UE afin de favoriser le processus de réforme dans les principaux domaines couverts par l'AA ;
- ✓ Le renforcement du partenariat entre les institutions algériennes et européennes par l'identification et la mise en œuvre de nouveaux créneaux de coopération économique, sociale et technique ;
- ✓ Le renforcement des capacités administratives des administrations algériennes bénéficiaires et de leurs capacités d'intervention dans leur domaine respectif ;
- ✓ L'analyse des difficultés (notamment sociales) auxquelles doit faire face le processus de mise en œuvre de l'AA et la formulation de propositions de solutions à ces difficultés ;
- ✓ La diffusion des informations utiles à la mobilisation et à la participation de toutes les instances pertinentes pour une mise en application harmonieuse de l'AA.

Le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble de ces programmes est confié à l'Unité de Gestion de programme (UGP-P3A), créée à cet effet par le Ministère du Commerce depuis le mois de mars 2009.

Les interventions exécutées dans le cadre du **P3A**, débutées sur le terrain depuis l'année 2009, ont permis de financer des projets de jumelage et des actions d'Assistance technique ponctuelles à destination de tous les secteurs et spécifiques aux secteurs de la Finance publique, en particulier dans le domaine de la Gouvernance.

Un budget conséquent a été aussi consacré au financement d'une Assistance Technique d'Appui ATA composée d'experts internationaux de long terme et au financement du fonctionnement de l'Unité de gestion du Programme UGP (salaires des gestionnaires des projets et du personnel d'appui locaux et des frais de gestion).

1.2.Financement 2009-2023

119 Millions d'euros ont été alloué par l'Union européenne, à travers les six Conventions signées avec l'Algérie, au financement des activités d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association pour une période de **14 ans** de 2009 à 2023, répartis comme suit :

- ✓ **94 Millions d'euros** pour le financement des quatre phases **P3AI, II, III et IV**, dont :
 - **89, 350 Millions d'euros** affectés au financement des projets de jumelage et des contrats d'Assistance Technique dont celles relatives aux actions spécifiques du Ministère des Finances et à la mise en œuvre du projet PASSEM du Ministère du Commerce.
 - **4,650 Millions d'euros** affectés au financement des salaires des cadres de l'Unité de Gestion du P3A recrutés localement et les charges de fonctionnement de l'UGP sur une période de 10 ans de 2009 à 2019.

En plus de ce budget de fonctionnement imputé sur la contribution européenne, les conventions de financement du P3AII et P3AIII ont prévu la mise à disposition par le Gouvernement Algérien d'un budget de deux millions d'euros équivalent en Dinar algérien à titre de contribution financière nationale pour le fonctionnement de l'UGP.

- ✓ **10 Millions d'euros** pour le financement du programme **SPRING** (2013 à 2018) : affectés au financement des projets de jumelage et des contrats cadres sur la thématique de la Gouvernance.
- ✓ **15 Millions d'euros** pour le financement du Programme **FAAP** dont le lancement est prévu en 2020 avec une période de mise en œuvre de 60 mois. Une somme de 8 millions € et 5,5 millions € est dédiée respectivement au financement de 7 jumelages et l'Assistance Technique d'Appui et un montant de 800 000 euros destiné pour l'UNESCO pour une assistance technique au secteur de l'Education Nationale. Le reste du budget, 700 000 euros, est affecté à la rubrique Audit/ Provisions d'imprévus.

L'objectif de ce Programme est d'accompagner la mise en œuvre de 5 priorités communes de partenariat engagé entre l'Algérie et l'Union européenne :

- Dialogue politique, Gouvernance, Etat de droit et promotion des droits fondamentaux ;
- Coopération, Développement socio-économique inclusif, échanges commerciaux et accès au marché unique européen ;
- Partenariat énergétique, environnement et développement durable ;
- Dialogue stratégique et sécuritaire ;
- Dimension humaine, Migration et Mobilité.

2. Bilan chiffré des projets réalisés et en cours : de 2009 à 2020

Depuis le lancement de ses activités opérationnelles en 2009, le P3A a enregistré la mise en œuvre de **41 jumelages** au profit de **15 secteurs**, dont **30** clôturés avec succès, auxquels s'ajouteront les **7 jumelages** prévus par le Programme FAPP, en cours de préparation. Il a été enregistré également **133 actions ponctuelles**, **12 actions spécifiques** autour de la thématique de la Gouvernance et **140 missions/événements TAIEX** réalisées autour des thématiques diverses pour plusieurs départements ministériels et organismes sous tutelles.

Le jumelage est un outil de l'Union européenne visant le renforcement des institutions des pays partenaires. Il se base sur le principe de coopération en partenariat entre les administrations publiques des États membres et le pays bénéficiaire. L'objectif général commun de tous les projets de jumelage est de garantir un transfert de l'expertise du secteur public de l'Administration d'un Etat membre à l'Administration bénéficiaire.

En termes juridiques, les projets de jumelage sont des contrats de subvention régis par les règles de l'Union européenne en matière de contrats d'aides extérieures et financés totalement par celle-ci.

Le TAIEX, Programme d'assistance technique et d'échanges d'information de la Commission européenne, permet de financer des expertises pour des missions de cours termes de renforcement institutionnel et de partage des bonnes pratiques de la législation et des politiques de l'Union européenne avec les institutions partenaires. Il s'agit d'un instrument flexible avec des procédures de mobilisation moins longues que celles du jumelage.

Le TAIEX est géré par la Commission européenne et financé sur le budget de celle-ci (Financement à la demande hors budget des Conventions de financement).

Les actions ponctuelles AP et actions spécifiques sont basées sur l'expertise mis à la disposition de l'UGP à travers les bureaux de Conseil et d'assistance technique engagés par la Délégation de l'Union européenne. Ces moyens de mobilisation des ressources donnent la possibilité de concevoir des actions sur des thématiques plus ciblées et complémentaires aux jumelages et de recourir à l'expertise privée. Tous les contrats « ATA » sont régis par la réglementation de l'Union européenne.

Le bilan chiffré des projets réalisés à travers ces instruments de l'Union européenne est détaillé par secteurs dans les chapitres suivants.

2.1. Ministère des Finances

- ⇒ **7 jumelages pour un budget de 8 109 675 €.**
- ⇒ **17 actions ponctuelles pour un budget de 1 210 H/j**
- ⇒ **1 projet spécifique à la gestion de la finance publique pour un budget de 5 000 000€**
- ⇒ **33 missions TAIEX**

2.1.1. Les jumelages

Le Ministère des finances a bénéficié de **7 projets de jumelage** dont **4 clôturés** et **3 en cours** pour un budget total de **8 109 675 €**. Ils sont lancés au profit de la DGI, l'IGF, l'Agence Nationale des Cadastres, la DGD, la DGP et la DGC :

Intitulé du Jumelage et Budget	Résultats obligatoires
1- <u>(DGI)- Algérie / France</u> P3AI : (859 675 €)	1) Les services fiscaux sont organisés et les relations avec les contribuables sont améliorées ;

Intitulé du Jumelage et Budget	Résultats obligatoires
<p>Poursuite du processus d'amélioration des relations de l'administration fiscale avec les contribuables.</p> <p>Date : 01/2011-07/2012</p>	<p>2) L'organisation des procédures relatives des impôts directs est améliorée ;</p> <p>3) Les procédures de contrôle fiscal sont améliorées</p> <p>4) Les procédures contentieuses sont allégées et les délais de traitement sont réduits ;</p>
<p>2- <u>DGI)-Algérie/ France</u></p> <p>P3AIII (1400 000€)</p> <p>Appui à la Direction Générale des Impôts pour améliorer ses performances</p> <p>Date : 11/2015-10/2017</p>	<p>1) Modernisation de l'administration fiscale et l'amélioration de l'utilisation des fonds publics ;</p> <p>2) renforcement des capacités de la DGI dans la gestion des ressources humaines ;</p> <p>3) révision du mode opératoire de l'administration en s'appuyant sur un dispositif et des outils de gestion orientés vers la performance ;</p> <p>4) amélioration du recouvrement par la mise en place d'une nouvelle stratégie en la matière.</p>
<p>3- <u>IGF)-Algérie/Espagne</u></p> <p>P3A III-SPRING : (1 400 000€)</p> <p>Contribuer à l'amélioration de la performance de l'Inspection Générale des Finances dans une vision de passage au contrôle de gestion et de performance</p> <p>Date : 12/2016-12/2018</p>	<p>1) Gestion des risques pour les finances publiques ;</p> <p>2) Renforcement de ses capacités institutionnelles et techniques sur le plan du contrôle des organismes publics ;</p> <p>3) Amélioration de la capacité d'évaluation et de contrôle de la réalisation des grands projets ;</p> <p>4) Amélioration de la démarche et la méthodologie d'évaluation des politiques publiques.</p>
<p>4- <u>(ANC) Cadastre-Algérie/France</u></p> <p>P3A III (1 100 000€)</p> <p>Mise en place d'un cadastre multifonctionnel</p> <p>Date : 12/2017-01/2019</p>	<p>1) Renforcement des capacités institutionnelles, techniques et administratives de l'ANC en matière de gestion du fichier immobilier ;</p> <p>2) Sécurisation de la propriété domaniale et foncière publique et privée ;</p> <p>3) Rédaction d'un nouveau texte de loi traitant de l'utilisation de la donnée numérique ;</p> <p>Organisation d'un pôle de formation interne pour un véritable suivi des compétences et des besoins.</p>
<p>5- <u>(DGD)- Algérie/ France</u></p> <p>P3AIV : (1 200 000 €)</p> <p>Appui à la Direction Générale des Douanes pour la mise en place d'une centrale des risques</p> <p>Date : 05/2019- En cours</p>	<p>1) La Centrale des Risques intégrant les résultats des contrôles préalables, immédiats ou postérieurs, et les conséquences contentieuses, est créée ;</p> <p>2) Le processus de dédouanement est simplifié par la mise en œuvre de canaux de contrôle séparés en fonction du risque identifié ;</p> <p>3) La formation en matière de Gestion des Risques est assurée ;</p>
<p>6- <u>(DGP)- Algérie/ France & Allemagne</u></p> <p>P3AIV : (1 050 000€)</p>	<p>1) Les capacités institutionnelles, organisationnelles et fonctionnelles de la DGP sont renforcées ;</p> <p>2) Un dispositif de collecte-traitement et diffusion</p>

Intitulé du Jumelage et Budget	Résultats obligatoires
Renforcement des capacités des services de la Direction Générale de la Prospective en matière d'analyse et de prévision conjoncturelles en vue de la création d'un observatoire de la conjoncture Date : 09/2018- en cours-fin prévue à 12/2020	de l'information est opérationnel, permettant de développer des analyses stratégiques ; 3) Les études prospectives sont réalisées à partir d'instruments adaptés ; 4) La DGP maîtrise les méthodes de suivi et d'évaluation des politiques publiques.
7- (DGC)-Algérie/ France P3AIV : (1 100 000€) Appui à la Direction Générale de la Comptabilité pour la mise en œuvre de la Comptabilité Générale en Droits constatés Date 01/2020 en cours- fin prévue 12/2021	1) Les capacités institutionnelles, fonctionnelles et organisationnelles de la Direction Générale de la Comptabilité sont renforcées ; 2) le projet de système comptable en droits constatés est défini pour les établissements publics à caractère administratif (EPA) et les collectivités locales ; 3) Le système comptable est expérimenté sur des sites pilotes.

2.1.2. Les Actions Ponctuelles

Dix-sept (17) actions ponctuelles d'un budget de 1 210 h/j sont engagées au profit du Ministère des Finances et les structures en charge de la statistique et de la prospective dont 6 actions sont en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1)- Renforcement des capacités du Ministère de la Prospective et des Statistiques en matière de Planification Territoriale	5
2)-Appui au renforcement institutionnel - note de conjoncture et observatoire de la conjoncture / Préparation de la note de conjoncture et réflexion sur un projet de jumelage pour la mise en place d'un « observatoire » de la conjoncture	20
3)-Renforcement des capacités de la structure chargée de la Prospective et des Statistiques, en matière de développement territorial rattachée au Ministère des Finances (DGP)	4
4)-Appui à la Cellule de Traitement de Renseignement Financier CTRF	99,5
5)-Élaboration d'un cadre légal et opérationnel de la réforme budgétaire - Cellule de Modernisation des Finances Publiques Direction Générale du Budget	149
6)-Appui et formation sur le système de gestion de base de données PostgreSQL-ANC	35
7)-Appui et formation sur le langage Python à utiliser pour développer des extensions de métiers (style PLUGIN) sur le système de gestion d'information géographique QGIS -ANC	30
8)-Appui sur l'identification de l'architecture d'entreprise nécessaire à l'Agence Nationale du Cadastre pour l'établissement d'un Cadastre General	37
9)-Appui et formation concernant la gestion du support sur le service informatique « ITIL »-ANC	60
10)-Appui et formation concernant la modélisation de système informatique en « UML »-ANC	60
11)-Appui à la mise en œuvre des réformes concernant le Système Comptable Financier - CNC et DGC	140

Intitulé	N /J d'expert
12)-Appui à la conception et à la mise en œuvre du plan de formation pour l'application de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)	100
13)-Appui à la mise en œuvre des réformes concernant le Système Comptable des entités publiques : EPA et collectivités locales (DGC)	200
14)-Avantages comparatifs et position géostratégique de l'Algérie (DGP)	80
15)-Formation technique de formateurs au profit l'Inspection Générale des Finances	52
16)-Appui à l'IGF pour la mise en place de l'intranet	78
17)-Appui à l'Inspection Générale des Finances ((IGF) pour la mise en place d'un Système Intégré d'Information	60

2.1.3. Actions Spécifiques

Un budget de 5 Millions d'euro a été consacré par la Convention de Financement du P3II pour le financement des actions spécifiques pour soutenir le processus de modernisation de la finance publique avec un accompagnement de la Cellule de modernisation de la Finance Publique CMFP du Ministère des Finances. Une équipe d'experts spécialisés, en particulier dans la gestion des finances publiques a été mobilisée par le contractant de d'ATA pour la conduite et la mise en œuvre des travaux.

La mise en œuvre du projet qui démarré d'une manière effective en mars 2014 a permis d'assurer la conception et la réalisation de **25** actions spécifiques d'un budget de **3 320 h/j**.

Les thématiques ciblées et les structures du Ministère des Finances qui ont bénéficié des interventions de ce se présentent comme suit :

✓ 11 actions d'appui à la DGI d'un budget de 405 h/j

Intitulé	N /J d'expert
1. Création d'un outil d'aide à la programmation du contrôle fiscal	40
2. Création d'un outil de calcul des dépenses fiscales	40
3. Problématique des prix de transfert	40
4. Elaboration d'un projet de guide du vérificateur de gestion	40
5. Conception et élaboration d'un projet de guide des enquêtes administratives et déontologiques	30
6. Formation de formateurs de Chefs de Brigade de Vérification	30
7. Mise en œuvre de modules de formation ITIL Information Technology Infrastructure Library	90
8. Appui au pilotage et à la mise en œuvre des procédures de recherche dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale	20
9. Appui à la mise en œuvre de la procédure de l'abus de droit fiscal	15
10. Formation de formateurs de Chefs de Brigade de Vérification	30
11. Formation de formateurs de vérificateurs de comptabilité	30

✓ 8 actions d'appui ciblant les activités horizontales du MdF 2150 h/j

Intitulé	h/J
1. Plan Stratégique de Modernisation des Finance Publiques (PSMFP) : Diagnostic et préparation des propositions de modernisation des finances publiques; Réalisation de consensus à tous les niveaux sur les composantes du PSMFP; mettre en œuvre le PSMFP et doter la Cellule de Modernisation des Finances Publiques CMFP des moyens de dynamiser la modernisation des finances publiques.	1080

2. Préparation d'un schéma directeur pour le CNIS et d'un cahier des charges pour la refonte du Système d'information et de gestion automatisé des Douanes (SIGAD)	75
3. Elaboration des spécifications techniques pour l'aménagement d'une salle informatique du data centre	35
4. Préparation à la méthodologie d'évaluation PEFA Public Expenditure and Financial Accountability	50
5. Finalisation du Document d'Action par intégration de quatre Plans d'Actions	20
6. Audit et Design des infrastructures réseau de plusieurs structures du MDF	90
7. Finalisation et validation des référentiels du PSMFP et du PAP 2017-2019	720
8. Appui pour le développement de l'économie numérique	80

✓ **4 actions d'appui à l'ANC et la DGDN d'un budget de 500 h/j**

Intitulé	h/J
1. Appui et Conseil à la Direction Générale de l'Agence Nationale du Cadastre (ANC)	80
2. Appui et formation pour la direction générale de l'agence nationale du cadastre (ANC) et la Direction générale du Domaine National (DGDN)»	150
3. Appui et Formation à la Direction Générale du Domaine National (DGDN)	150
4. Design et Spécifications du SI de la Conservation Foncière - DGDN	120

✓ **1 action d'appui à la DGC d'un budget de 145 h/j**

Intitulé	h/J
1. Préparation de la Direction Générale de la Comptabilité à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	145

✓ **1 action d'appui à la DGPP d'un budget de 120 h/j**

Intitulé	h/J
1. Appui au modèle d'équilibre général algérien (MEGA) : Amélioration du MEGA existant, formation des cadres de la Direction Générale de la Prévision et des Politiques et préparation du CDMT.	120

2.1.4. Les Missions TAIEX

Le Ministère des Finances et les structures chargées de la Prospective et de la Statistique ont bénéficié de **33 missions TAIEX** depuis le lancement de cet instrument. L'ensemble de ces missions est réparti par structure comme suit :

✓ **Cellule du Traitement du Renseignement Financier : 4 missions**

1) Formation d'analystes de techniques de blanchiment de capitaux	18-déc-11	19-déc-11
2) Contribution des notaires à la lutte contre le blanchiment d'argent.	22-nov-10	23-nov-10
3) Organisation et fonctionnement	27-mars-12	28-mars-12
4) La déclaration de soupçon	30-janv-12	31-janv-12

✓ **Direction Générale de la Prévision et des Politiques : 3 missions**

1) Appui en matière de Politiques Budgétaires	10-janv-10	12-janv-10
---	------------	------------

2) Appropriation des instruments de la politique fiscale	07-juin-11	10-juin-11
3) Evaluation et impact des dépenses fiscales	27-févr-12	02-mars-12

✓ **Direction Générale du Budget : 4 missions**

1) Approfondissement de certains aspects de la réforme budgétaire	18-janv-10	22-janv-10
2) Cadre de dépenses à moyen terme	24-oct-16	27-oct-16
3) Pilotage de la dépense dans le cadre de l'exécution du budget	11-juil-16	13-juil-16
4) Atelier sur la gestion budgétaire	22-févr-17	23-févr-17

✓ **Direction Générale de la Comptabilité : 2 missions**

1) La définition d'une stratégie de mise en œuvre de la réforme comptable	07-déc-09	10-déc-09
2) Modernisation de la gestion comptable et financière des Etablissement Public à caractère Administratif	06-déc-10	10-déc-10

✓ **Direction Générale des Impôts : 5 missions**

1) Investigations fiscales	11-janv-10	14-janv-10
2) Méthodes d'évaluation des dépenses fiscales	22-nov-09	24-nov-09
3) Impôts indirects	07-juin-10	09-juin-10
4) Appui au développement des structures de la Direction des Grandes Entreprises.	12-sept-11	15-sept-11
5) Exploitation du casier fiscal	03-mars-14	07-mars-14

✓ **Inspection Générale des Finances : 5 missions**

1) Le contrôle et l'audit en milieu informatisé	11-juin-14	12-juin-14
2) L'approche du contrôle axé sur la détection des risques de corruption et autres infractions assimilées	25-févr-15	26-févr-15
3) Le contrôle de la performance de la gestion publique	29-oct.-14	30-oct.-14
4) e-banking	28-sept.-15	29-sept.-15
5) Audit d'une Compagnie d'Assurance et de Réassurance	19-avr.-15	22-avr.-15

✓ **Office National des Statistiques et structures chargées de la prospective : 10 missions.**

1) ONS : Outil de mise à jour pour les systèmes d'information géographique	29-mai-11	02-juin-11
2) ONS : Correction de la mesure de la mortalité infantile et de la mortinatalité	25-janv-11	25-janv-11
3) ONS : Mise en place de l'exploitation des enquêtes Emploi du temps dans les pays de l'Union Européenne	18-déc-11	19-déc-11
4) ONS : Projections de population au niveau local	16-avr-12	19-avr-12
5) ONS : Les nomenclatures algériennes des activités et des produits	17-sept-13	18-sept-13
6) ONS : Préparation d'actions de sensibilisation pour l'usage uniforme des nomenclatures d'activités et de produits de l'ONS par les producteurs de statistiques dans l'administration publique	27-mai-13	30-mai-13
7) Ex.Min de la Prospective : Veille stratégique institutionnelle-méthodologie de mise en place d'une cellule de veille institutionnelle	24-févr-13	25-févr-13
8) Ex. SEPMPS : de la prospective et des statistiques / Création d'un portail de données publiques "opendata.gov.dz"	06-mai-13	07-mai-13
9) Ex. SEPMPS : de la prospective et des statistiques L'ouverture des données publiques : Open data	10-déc.-13	
10) Ex. SEPMPS : de la prospective et des statistiques/ Mise en place d'un dispositif de capital risque	20-janv.-14	21-janv.-14

2.2. Ministère de la Justice

- ⇒ **3 jumelages pour un budget de 4 866 000 €.**
- ⇒ **7 actions ponctuelles pour un budget de 277 H/j**
- ⇒ **15 missions TAIEX**

2.2.1. Les Jumelages

Le Ministère de la justice a bénéficié de 3 jumelages clôturés, lancés au profit du CRJJ, la Cour des Comptes et la DGAPR d'un budget total de 4 866 000 € :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>CRJJ-Algérie/France</u> P3A II (1 145 000€) -Renforcement des structures et du fonctionnement du Centre de Recherche Juridique et Judiciaire (CRJJ) en vue d'une mise en œuvre optimale de ses missions de recherche et d'expertise pour mieux légiférer Date : 07/2013-07/2015</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les termes et les moyens d'une politique scientifique juridique et judiciaire pluriannuelle sont définis ; 2) Une politique de gestion des compétences et de formation du personnel du CRJJ est développée ; 3) Les termes d'une politique documentaire et éditoriale sont élaborés ; 4) La démarche qualité et une politique de communication sont mises en place.

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>2- <u>COUR DES COMPTES- Algérie/France</u></p> <p>SPRING : (1 721 000€). Renforcement des capacités institutionnelles de la Cour des Comptes en matière de contrôle juridictionnel, d'exécution de la loi de finances et de la qualité de la gestion</p> <p>Date : 03/2016 -05/2018</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) La dotation en moyens indispensables à la mise en conformité de son fonctionnement et de son activité aux normes internationales ; 2) Le réaménagement de la fonction juridictionnelle pour la rendre plus efficace et moins consommatrice de moyens ; 3) La rédaction du rapport de l'avant- projet de loi de règlement budgétaire (APLRB), pour la rendre plus pertinente et axée sur les résultats ; 4) Le contrôle de la qualité et de la performance de la gestion est développé en conformité avec les normes et les bonnes pratiques internationales.
<p>3- <u>DGAPR-Algérie/France/Italie</u></p> <p>P3A III : (2000 000 €) Appui au renforcement de l'administration pénitentiaire en accord avec les normes internationales en vue de l'amélioration des conditions de détention et de la réinsertion des détenus</p> <p>Date : 05/2016-11/2018</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le système de gestion de l'administration centrale et des établissements est amélioré ; 2) La capacité de prise en charge des détenus dans le cadre de la réinsertion est renforcée ; 3) La sécurité des établissements pénitentiaires est renforcée.

2.2.2. Les Actions Ponctuelles

Sept (7) actions ponctuelles d'un budget de 277 h/j sont réalisées au profit du Ministère de la Justice dans le cadre des P3AI, II et III clôturés :

Intitulé	N /J d'expert
1)-Techniques et méthode de recherche permettant préparation et l'application adéquate et efficace des textes juridiques et judiciaires (CRJJ).	5
2)-Définition et élaboration d'un plan de communication pour l'Association Nationale des Médiateurs Algériens en vue d'informer et de sensibiliser les professionnels, les justiciables et les citoyens en général.	5
3)-Participation à l'animation d'une conférence pour la journée mondiale de lutte contre la corruption.	2
4)-Commentaire d'arrêt (CRJJ).	5
5)-Formation spécialisée en techniques de médiation (ANMJA).	34
6)-Formation de formateurs à la fonction de médiateur judiciaire et fourniture de conseils en matière d'organisation de l'association.	55
7)-Appui au développement de la médiation et aux modes alternatifs de règlement des litiges- ANMJA.	171

2.2.3. Les TAIEX

Le Ministère de la Justice a bénéficié de **15 missions TAIEX** réparties par structure comme suit :

✓ **Association Nationale des Médiateurs Algériens : 2 missions**

1) Bilan et Perspectives de la Médiation Judiciaire en Algérie « Du Médiateur généraliste à la spécialisation »	20-juin-12	21-juin-12
2) La médiation, mode alternatif de résolution des conflits	14-juin-14	15-juin-14

✓ **Chambre des Commissaires-Priseurs : Une (01) mission**

1) La profession de Commissaire-Priseur, Bilan et perspective	22-juin-13	23-juin-13
---	------------	------------

✓ **Centre de Recherche Juridique et Judiciaire : 9 missions**

1) Formation de formateurs en médiation judiciaire	28-févr-10	04-mars-10
2) Veille juridique	15-févr-10	18-févr-10
3) Visite d'étude dans un centre de lutte contre la cybercriminalité au profit des magistrats du Centre de Recherche Juridique et Judiciaire CRJJ	18-juin-12	22-juin-12
4) Sécurité juridique	12-nov-12	15-nov-12
5) L'E-Justice. un outil au service de la qualité et de l'efficacité de la justice	25-sept-17	26-sept-17
6) Appui en matière de méthodologie de la recherche scientifique dans le domaine juridique.	13-nov-16	17-nov-16
7) Commentaire de décision de justice	15-janv-17	19-janv-17
8) Conseil et orientations sur les procédures & techniques de l'annotation des codes	18-sept-16	23-sept-16
9) Appui sur les techniques d'élaboration de textes législatifs et réglementaires (légitique)	05-févr-17	09-févr-17

✓ **Direction Générale de l'Administration Pénitentiaire et de la Réinsertion : Une (01) mission**

1) Les Nouvelles Normes de Gestion pour un Etablissement Pénitentiaire Performant	13-mars-12	14-mars-12
---	------------	------------

✓ **Direction Générale des Affaires Juridiques et Judiciaires : 2 mission**

1) Les Nouvelles Normes de Gestion pour un Etablissement Pénitentiaire Performant	13-mars-12	14-mars-12
2) La protection des données à caractère personnel et des libertés	17-avr-13	18-avr-13

2.3.Ministère du Commerce

- ⇒ **3 jumelages pour un budget de 3 520 000 €.**
- ⇒ **21 actions ponctuelles pour un budget de 1 478 H/j**
- ⇒ **14 actions spécifiques d'appui à la gestion et au suivi de l'UGP pour un budget de 1027 H/j**

- ⇒ 1 projet spécifique à la surveillance du marché et la protection des consommateurs (PASSEM) pour un budget de 4 300 200€
 ⇒ 12 missions TAIEX

2.3.1. Les Jumelages

Le Ministère du Commerce a bénéficié de 3 jumelages clôturés pour un budget de 3 520 000 € au profit du Conseil National de la Concurrence, ALGEX et DQC clôturés, détaillés comme suit :

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>1- <u>(CNC)-Algérie/ France-Italie</u> P3AI (870 000€) Mise en œuvre efficiente des règles de la concurrence Date : 02/2011-12/2012</p>	<p>1) Mise à niveau, renforcement et développement des moyens humains en matière d'application du droit de la concurrence au niveau central du Ministère du Commerce, de ses services extérieurs, du Conseil de la Concurrence ainsi que des Autorités de régulations et des juridictions concernées ; 2) Renforcement des relations entre les institutions en charge de l'application des règles de concurrence, les autorités de régulation et les juridictions concernées ; 3) Renforcement des moyens de communication et de sensibilisation en matière de droit de la concurrence.</p>
<p>2- <u>ALGEX- Algérie/France</u> P3AII (1 450 000€) Renforcement des capacités opérationnelles de l'ALGEX en matière de Commerce Extérieur Date : 03/2014-03/2016</p>	<p>1) L'activité « intelligence économique » mieux structurée et déployée ; 2) Les compétences des cadres d'ALGEX sont renforcées dans les domaines de l'analyse du commerce international ; 3) La capacité d'ALGEX dans l'accompagnement des entreprises est renforcée.</p>
<p>3- <u>DQC-Algérie/Grande-Bretagne (Irlande du Nord).</u> P3AIII (1 200 000€) Appui institutionnel au dispositif de collecte, d'analyse et de promotion de l'information pour la protection des consommateurs Date : 01/2017-04 /2019</p>	<p>1) Les capacités institutionnelles, organisationnelles et techniques du MdC sont renforcées au niveau central et territorial ; 2) Les capacités des structures intervenant dans l'information, la sensibilisation et l'éducation des consommateurs (trices) sont renforcées ; 3) La capacité des partenaires du MdC pour collecter et exploiter des informations sur la consommation est renforcée.</p>

2.3.2. Les Actions Ponctuelles

Vingt-un (21) actions ponctuelles d'un budget de 1478 h/j sont engagées au profit du Ministère du Commerce dont 4 actions sont en cours de mise en œuvre dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1) Dimensionnement du Centre de formation des cadres du Ministère du Commerce	15
2) Programme d'Appui à la surveillance et à l'encadrement du marché	64
3) Appui à l'élaboration des cahiers des charges pour l'acquisition des équipements du Laboratoire National d'Essais	35
4) Appui au diagnostic et à l'évaluation du potentiel à l'export de la pomme de terre (CCI Mostaganem)	30

Intitulé	N /J d'expert
5) Formation sur la mise en œuvre de mesures de défense commerciale compatibles avec l'Organisation Mondiale du Commerce	25
6) Accompagnement pour l'élaboration des outils d'enquête et des documents de formation interne pour la mise en œuvre effective des mesures de défense commerciale	40
7) Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un plan de communication interne et externe au profit du Centre National du Registre de Commerce	165
8) Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un plan de communication interne et externe au profit du Centre National du Registre de Commerce-Phase 3	45
9) Assistance à l'élaboration d'instructions détaillées d'application de la législation sur les mesures de défense commerciales	160
10) Atelier pratique sur l'Antidumping et les mesures de sauvegarde	38
11) Formation de formateurs chargés de conduire des actions de sensibilisation des acteurs socio-économiques concernés aux avantages et possibilités offertes par les mesures de défense commerciale	24
12) Appui à l'Etude sur la concurrentiabilité du marché du médicament à usage humain en Algérie	171
13) Appui à la mise en place d'un système de gestion d'une base de données commerciales	140
14) Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un plan de communication interne et externe du Ministère du Commerce	25
15) Appui concernant l'application de la loi sur le commerce électronique	30
16) Appui à la mise en place d'un programme de conformité aux règles de la concurrence	140
17) Appui à la mise en place d'un plan de développement de la grande distribution	110
18) Formation des agents pour la promotion économique (CACI°	20
19) Appui au Renforcement de capacités en matière d'élaboration des listes d'engagements spécifiques dans le domaine du commerce de services	36
20) Appui à l'étude sur la concurrentiabilité du marché du transport maritime	100
21) Renforcement des compétences en matière de systèmes et applications informatiques	65

2.3.3. Les Actions spécifiques à l'appui de l'Unité de Gestion du P3A

Quatorze (14) actions spécifiques d'un budget de 1027 h/j sont engagées pour soutenir l'UGP-P3A, structure sous tutelle du Ministère du Commerce, dans la gestion et le suivi des programmes qui lui sont confiés. 5 actions sur les 14 engagées sont en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1) Recrutement d'un expert court terme en communication en appui à l'Unité de Gestion du Programme	60
2) Mise à jour et enrichissement des procédures de l'Unité de Gestion du Programme	40
3) Programme d'Appui à la gouvernance politique et économique SPRING (UGP)	380

Intitulé	N /J d'expert
4) Recrutement d'un expert court terme pour rédiger le plan stratégique de communication du programme SPRING (UGP)	25
5) Appui à la mise en œuvre des mesures pour renforcer l'égalité des genres et l'émancipation et responsabilisation des femmes (UGP)	10
6) Formation en gestion de cycle de projet-UGP3A	50
7) Appui à la cellule administration et finances UGP3A	130
8) Formation sur l'Approche Fondée sur les Droits(AFD) et les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans la coopération au développement de l'Union Européenne UGP 3A	12,5
9) Appui à l'organisation de la conférence de clôture du SPRING en Algérie - UGP 3A	12
10) Appui pour le renforcement du système d'archivage au sein de l'UGP	30
11) Appui pour la consolidation du système de gestion informatisé de l'UGP	25
12) Appui opérationnel spécial à l'UGP	60
13) Appui à la communication institutionnelle de l'UGP	30
14) Appui technique au P3A	162

2.3.4. Actions spécifiques (projet PASSEM)

Le PASSEM, financé sur le P3AIII pour un budget de **4 300 200 €**, a pour objectif de renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la surveillance du marché et dans la protection du consommateur. Sa mise en œuvre, démarrée en 2016 se poursuit au **19 décembre 2020**. L'état d'avancement du projet se présente comme suit :

- ✓ **Activités et Résultat 1 : La vision stratégique du Ministère du Commerce intègre les bonnes pratiques des États membres de l'Union européenne dans le domaine de la surveillance du marché et cette vision se traduit par une révision du cadre juridique et organisationnel :**
 - La Revue exhaustive de la législation algérienne concernant la sécurité de produits, la surveillance du marché et la protection des consommateurs a montré que la législation horizontale (Loi 09-03) est compatible dans ses principes avec la législation européenne. En revanche la législation sectorielle sur la sécurité des différentes catégories de produits industriels ainsi que celle concernant l'évaluation de la conformité nécessitent une mise à niveau pour leur mise en cohérence avec les exigences européennes.
 - Un état des lieux de la surveillance du marché a été réalisé et présenté aux hauts responsables de la DGCERF. Des mesures de réorganisation et modernisation des services déconcentrés du Ministère du Commerce ont été abordées : Directions Régionales, Directions de Wilaya, Inspections Territoriales et Inspections aux frontières. Des propositions et des recommandations ont été avancées pour professionnaliser l'activité de contrôle et améliorer ses performances. La nouvelle approche du contrôle privilégie une logique pédagogique envers les opérateurs économiques pour une prise en charge efficace de leurs obligations en matière de respect des exigences réglementaires liées à la conformité de leurs produits.

✓ **Activités et Résultat 2 : Les capacités des autorités de surveillance du marché et des laboratoires de contrôle sont renforcées**

- 120 agents de contrôle ont reçu une formation qualifiante (théorique et pratique) afin de renforcer la mise en œuvre du système HACCP. Une trentaine a été choisie pour devenir formateurs occasionnels et disséminer le savoir-faire.

- 25 laboratoires ont été évalués, formés et accompagnés pour pallier aux lacunes constatées. En 2019 la Direction générale a été assistée dans la mise en place du système de management multi-sites couvrant tout le réseau des laboratoires et à l'établissement du Manuel de procédures. Des formations en management et techniques, ainsi que l'accompagnement poussé ont permis de demander l'accréditation de huit laboratoires fin novembre 2019 (Blida, Biskra, Djelfa, El Oued, Saida, Sétif, Souk Ahras et Tissemsilt).

Les représentants des laboratoires en accréditation ont bénéficié d'une visite en France dans les laboratoires du système commun de la DGCCRF et DGDDI pour approfondir leurs connaissances techniques et de management. Une deuxième visite est préparée pour les représentants des laboratoires qui seront accompagnés à l'accréditation en 2020.

- Le LNE a reçu son premier lot d'équipements fin décembre 2019. Le PASSEM a mobilisé l'expertise nécessaire pour appuyer la réception des équipements et la formation des ingénieurs leur permettant de les exploiter. Des formations théoriques et pratiques ont été assurées pour tous les équipements reçus. Une visite d'étude a été organisée en France au LCIE et LNE permettant aux participants d'approfondir leurs connaissances.

✓ **Activités et Résultat 3 : Les Acteurs Non Étatiques (organisations socio-professionnelles et associations de protection du consommateur) jouent leur rôle dans le dispositif de surveillance du marché.**

- Des représentants de 15 chambres de commerce ont été formés sur les aspects pratiques de la surveillance du marché, la sécurité générale des produits et la responsabilité civile du fait des produits défectueux.

- Un guide sur les bonnes pratiques d'hygiène et le système HACCP dans la restauration rapide a été finalisé avec la collaboration de la DGROA.

En raison de la suspension de toutes les activités de ce projet durant l'année 2020, suite à la crise sanitaire Covid19, une prolongation de sa période de mise en œuvre a été sollicitée pour permettre d'achever toutes les actions inscrites dans ce programme.

2.3.5. Les Missions TAIEX

Le Ministère du Commerce et structures sous tutelle ont bénéficié de **12 Missions TAIEX** réparties comme suit :

✓ **Centre Algérien du Contrôle de la Qualité et de l'Emballage –CACQE : 4 missions**

1) Appui pour la mise en place d'un service de Mycologie au profit des laboratoires du CACQE	21-mars-10	25-mars-10
--	------------	------------

2) Visite d'étude dans un laboratoire homologué accrédité au profit des responsables qualité du CACQE.	14-juin-11	16-juin-11
3) Démarche d'Accréditation-Etalonnage interne	28-janv-13	01-févr.-13
4) Assistance pour la mise en place d'une section de contrôle des techniques d'analyse et d'essais des matériaux en contact avec les denrées alimentaires (volet évaluation des besoins en matière d'infrastructure qualité).	13-oct.-14	17-oct.-14

✓ **Chambres Algériennes de Commerce et d'Industrie CACI : 3 missions**

1) Examen des modalités de traitement des requêtes soumises par les opérateurs économiques à la commission technique de suivi des zones de libre échange	23-janv-12	25-janv-12
2) Renforcer le développement des régions de l'Algérie à travers une action concertée des entreprises, de la société civile et de l'administration : La contribution des Chambres de Commerce et d'Industrie	21-oct.-13	22-oct.-13
3) Promouvoir l'exportation de la pomme de terre	09-sept-14	

✓ **Direction Générale du Contrôle Economique et de la Répression des Fraudes : 2 missions**

1) Méthode de gestion du contentieux relatif au contrôle économique et à la répression des fraudes.	08-mai-11	11-mai-11
2) Contrôle de la conformité des produits importés	23-janv-12	27-janv-12

✓ **Agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur : 1 mission**

1) Modes opératoires pour les fonctions de veille et d'études de marché de l'unité d'intelligence économique de l'Agence Algérienne de Promotion du Commerce Extérieur	04-nov-12	08-nov-12
--	-----------	-----------

✓ **Conseil National de la Concurrence : une mission**

1) Pratique et résultats de la mise en œuvre de Programmes de Conformité aux règles de la concurrence. Approche comparée avec trois Etats membres de l'Union européenne.	20-déc-16	21-déc-16
--	-----------	-----------

✓ **Ministère du Commerce (Administration Centrale) : une mission**

1) Séminaire TAIEX sur la convention régionale sur les règles d'origine préférentielle pan-euro-méditerranéennes	22-janv-18	23-janv-18
--	------------	------------

2.4. Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

- ⇒ **7 jumelages pour un budget de 5 212 000 €**
- ⇒ **3 actions ponctuelles d'un budget de 416 h/j**
- ⇒ **17 missions TAIEX**

2.4.1. Les Jumelages

Le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche a bénéficié de 7 jumelages dont 6 clôturés et 1 en cours pour un budget de 5 212 000 €. Ils sont lancés au profit du CNRDPA, l'INRAA, l'IGAO, la DSV, l'INMV, la DPVCT et la DGF :

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>1- <u>(CNRDPA)-Algérie/ France</u> P3AII (1 140 000€) Renforcement des capacités du Centre National de Recherche pour le développement de la Pêche et de l'Aquaculture Date : 07/2012-06/2014</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le cadre juridique et institutionnel du CNRDPA est examiné, et les recommandations édictées pour une meilleure prise en compte du principe de développement durable de la pêche et de l'aquaculture, préconisé par la Politique de développement du Secteur, sont adoptées ; 2) Les ressources humaines et matérielles du CNRDPA sont gérées de manière appropriée par rapport aux exigences d'une stratégie de recherche appuyant le processus de développement du Secteur ; 3) Les activités de recherche du CNRDPA sont orientées vers le développement avec amélioration de la pertinence de l'information scientifique et technique ; 4) Le CRNDPA renforce sa collaboration scientifique et mène des activités de R et D conjointes avec les organisations régionales de gestion de la pêche, du développement durable et de la conservation de la nature dans la Mer Méditerranée.
<p>2- <u>(INRAA) –Algérie/ France</u> P3AII (1 170 000€) Appui pour le développement de l'Observatoire des filières agroalimentaires au sein de l'INRAA. Date : 08/2012-08/2014</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) L'organisation de l'Observatoire est mise en place ; 2) Les Directions du Ministère en lien avec l'Observatoire, sont renforcées afin d'améliorer leur système de collecte et de traitement des données et d'assurer une bonne coordination avec l'Observatoire ; 3) Le dispositif de production de l'information sur les filières agricoles et agroalimentaires est mis en place ; 4) Le plan qualité et la politique de communication visant à augmenter la visibilité de l'Observatoire sont mis en place.
<p>3- <u>(IGAO)-Algérie/ France</u> P3AII (1 410 000€) Renforcement du dispositif de reconnaissance de la qualité des produits agricoles par les signes distinctifs liés à l'origine Date 03/2014-03/2016</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le dispositif institutionnel et réglementaire concernant les appellations d'origine et les indications géographiques se rapproche de la législation européenne dans ce domaine ; 2) Les institutions centrales (Comité National et son Secrétariat) en charge de la reconnaissance des signes distinctifs liés à l'origine des produits agricoles sont opérationnelles ; 3) Les acteurs de terrain concernés sont formés pour remplir leur rôle dans le dispositif ; 4) Trois produits « pilotes » sont en phase finale de reconnaissance : la datte « DegletNour de Tolga», la figue sèche de «Béni Maouche», l'olive de table de « Sig ».

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>4- <u>(DSV) –Algérie/ France –Italie</u> P3AII : (1 492 000 €) Renforcement de la capacité de contrôle des services vétérinaires en vue de les rapprocher des standards européens et internationaux</p> <p>Date : 03/2014-03/2016</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les règlements et normes nationales sont harmonisés avec la réglementation européenne ; 2) L’organigramme des services vétérinaires est complété par l’introduction de fonctions transversales, et un système qualité selon la norme ISO/CEI 17020 est mis en place ; 3) Dématérialisation et renforcement des contrôles vétérinaires dans les domaines suivants : (i) Mise en place d’un système d’identification et d’enregistrement des animaux, (ii) Élaboration et mise en place d’un Plan algérien de surveillance des contaminants et des résidus dans les aliments (PASCRA, (iii) Mise à niveau du réseau de pharmacovigilance , (iv) Mise en place du système TRACES ; 4) Un système d’information des services vétérinaires est mis en place.
<p>5- <u>(INMV)-Algérie/ Italie-France</u> P3AII (1 450 000€) Mise à niveau des laboratoires de l’Institut National de la Médecine Vétérinaire aux standards européens et internationaux</p> <p>Date : 03/2014-03/2016</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Deux laboratoires de l’INMV sous système de management de la qualité selon le référentiel ISO/CEI 17025 sont mis en place et le SMQ du LCVA, déjà mis en place, est amélioré ; 2) Les laboratoires de l’INMV sous système de gestion des risques biologiques selon la directive CEN CWA 15793 recommandée par l’OMS et l’OIE sont mis en place ; 3) Les diagnostics virologiques et moléculaires pour certaines maladies sont renforcés ; 4) Les analyses toxicologiques sont mise en place et les analyses physico-chimiques sont renforcées ; <p>La mise en place d’un système d’information est préparée.</p>
<p>6- <u>(DPVCT)-Algérie/France /Italie</u> P3AIII : (1 290 000€) Appui à la mise en place d’une démarche qualité au sein des services de la protection des végétaux et des contrôles techniques</p> <p>Date : 05/2019- en cours</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) La réglementation nationale en matière de contrôles et normes phytosanitaires et phytotechniques est progressivement harmonisée avec la réglementation internationale et européenne ; 2) Le système de management qualité est mis en place au sein des services de contrôles phytosanitaires selon la norme NA ISO/CEI 17020 (NA 13001) ; 3) Les laboratoires des structures d’appui (INPV – CNCC) sont accompagnés en vue de leur accréditation selon la norme NA ISO/CEI 17025 (NA 13012), pour une reconnaissance nationale et internationale de leurs résultats d’analyses et de diagnostics ; 4) Les services phytosanitaires et les structures d’appui (INPV- CNCC) sont préparés à la mise en place d’un système d’information.

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>7- (DGF) Algérie/ France/ Italie P3AIV (1 370 000€) Appui au renforcement des capacités de la Direction Générale des Forêts dans le pilotage de la stratégie forestière</p> <p>Date : 02/2020- En cours</p>	<p>1) Une stratégie de valorisation du patrimoine et des produits forestiers a été définie, promue et diffusée ;</p> <p>2) Les capacités de l'Administration forestière ont été renforcées, tant en matière de pilotage stratégique, que d'efficacité opérationnelle ;</p> <p>3) Une politique d'amélioration continue des compétences a été définie et sa mise en œuvre planifiée ;</p> <p>4) La mise en œuvre des cadres stratégiques et la gestion des conventions internationales ont été améliorées.</p>

2.4.3. Les Actions ponctuelles

Trois (3) actions ponctuelles d'un budget de 416 h/j sont engagées au profit du MADRP dont deux réalisées et une action en cours de lancement dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1)- Appui à l'évaluation des options stratégiques pour l'amélioration de la gestion et le développement des ports et abris de pêche	150
2)- Appui à la mise en place de l'infrastructure pédagogique pour l'exercice de la plongée sous-marine professionnelle à des fins d'exploitation des ressources biologiques marines	26
3)-Amélioration du système de gestion des subventions octroyées dans le cadre du développement agricole et rural	240

2.4.4. Les Missions TAIEX

Le Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche a bénéficié de **17 Missions TAIEX**. L'ensemble de ces missions est réparti par structure comme suit :

✓ **Centre National de Contrôle et de Certification des Semences et Plants (CNCC) : 2 missions**

1) Santé végétale et sécurité alimentaire - Certification des semences et des plants	14-avr.-14	18-avr.-14
2) Certification phytosanitaire des semences et plants	23-mars-15	27-mar-15

✓ **Direction de la Formation, de la Recherche et de la Vulgarisation : 2 missions**

1) Assistance technique à la mise en place du PRCHAT (aspect vulgarisation et communication)	19-févr-12	21-févr-12
2) Appui à la Mise en Œuvre de l'Approche Champs Ecoles Paysans, en Algérie.	23-mars-14	26-mars-14

✓ **Direction de la Programmation, des Investissements et des Etudes Economiques : 3 missions**

1) Renforcement administratif et appui technique à la mise en place d'outils de prospective agricole "1"	22-juin-10	24-juin-10
--	------------	------------

2) Renforcement Administratif et appui technique à la mise en place d'outils de prospective agricole « 2 »	04-nov-13	06-nov-13
3) Prospective stratégique dans le domaine agricole	07-oct-13	10-oct-13

✓ **Direction de l'Organisation Foncière et la Protection des Patrimoines : 1 mission.**

1) Valorisation des produits agricoles par les systèmes de qualité	06-févr-11	10-févr-11
--	------------	------------

✓ **Direction des Services Vétérinaires et Institut National de la Médecine Vétérinaire : 6 missions**

1) DSV : Principes du système HACCP appliqués aux produits de la pêche	15-juin-10	16-juin-10
2) DSV : Réglementation Européenne en matière de contrôle sanitaire des produits de la pêche, notamment le paquet hygiène.	23-nov-10	24-nov-10
3) DSV : Principes d'utilisation théoriques et pratique du système Traces à l'importation et à l'exportation	11-juin-13	12-juin-13
4) INMV : Conseil pour un projet de Construction d'un laboratoire de confinement de niveau 3	09-janv-11	13-janv-11
5) INMV : Métrologie - Méthodes de Validation	19-nov-17	22-nov-17
6) INMV : Finaliser la partie technique de la portée d'accréditation sur "le diagnostic sérologique et moléculaire de la peste des petits ruminants".	05-mars-18	08-mars-18

✓ **Institut National de la Protection des Végétaux et Institut Technique des Grandes Cultures : 3 missions**

1) (INPV) Programme de renforcement des capacités de diagnostic et d'analyse dans trois disciplines de la pathologie végétale.	11-juil-10	15-juil-10
2) (INPV) Appui et conseil au projet de réalisation d'un complexe de laboratoires de diagnostic aux normes internationales des unités de "Nématologie, Bactériologie, Virologie et mycologie"	20-avr-15	22-avr-15
3) ITGC Appui à la stratégie de développement du secteur semencier des légumineuses alimentaires et fourragères	13-oct.-14	16-oct.-14

2.5. Ministère des Travaux Publics & des Transports

- ⇒ **6 jumelages pour un budget de 8 150 000 €.**
- ⇒ **6 actions ponctuelles d'un budget de 1075 h/j**
- ⇒ **5 missions TAIEX**

2.5.1. Projets de Jumelage

Le Ministère des travaux publics et des transports a bénéficié de **6 jumelages** dont **4 clôturés** et 2 en cours pour un budget de **8 150 000 €** au profit de la DACM, le CNPSR, l'AOTU, le CTPP, l'ONM. Ils sont détaillés comme suit :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<u>1- (DACM)-Algérie/ Espagne</u>	1) Les politique et objectifs de l'Etat en

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>P3AII (1 450 000€)</p> <p>-Appui à la Direction de l'Aviation Civile et de la Météorologie (DACM) du Ministère des Transports pour le renforcement de son rôle dans le domaine de la sécurité aérienne</p> <p>Date : 04/2013- mars 2015</p>	<p>matière de sécurité sont poursuivis ;</p> <ol style="list-style-type: none"> 2) La gestion des risques de sécurité par l'Etat est mise en place ; 3) L'Assurance de la sécurité par l'Etat est consolidée ; 4) La Promotion de la sécurité par l'Etat est structurée.
<p><u>2- (CNPSR) –Algérie/Espagne</u></p> <p>P3AII (1 500 000€)</p> <p>Appui au Centre National de Prévention et de Sécurité Routière (CNPSR) pour un renforcement significatif de la sécurité routière</p> <p>Date : 11/2015-12/2017</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Refonte de l'architecture institutionnelle de la sécurité routière ; 2) Modalités de financement de la politique nationale ; 3) Perfectionnement des outils de collecte des données de l'accidentalité routière ; 4) Amélioration du système de surveillance et de contrôle des usagers de la route.
<p><u>3- (CTTP1)-Algérie/France/Portugal</u></p> <p>P3AIII (1 600 000€)</p> <p>Accompagner l'Organisme National de Contrôle Technique des Travaux Publics dans l'amélioration des techniques d'aménagement et d'homologation liées à la sécurité routière et aéroportuaire</p> <p>Date : 01/2016-11/2018</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) La banque de données routières et le système d'aide à la gestion de l'entretien routier sont performants ; 2) La banque de données des ouvrages d'art et le système d'aide à la gestion sont opérants ; 3) Le système de comptage est généralisé sur l'ensemble du réseau routier et le système de pesage des camions est élaboré pour préserver le réseau routier.
<p><u>4- (CTTP2)-Algérie/France/Belgique</u></p> <p>P3AIII (1 350 000€)</p> <p>Accompagner l'Organisme National de Contrôle Technique des Travaux Publics (CTTP) dans la mise en place de systèmes d'aide à la décision pour la gestion du réseau routier et des ouvrages d'art</p> <p>Date : 01/2016-09/2018</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les compétences du CTTP sont améliorées en matière de diagnostic du réseau routier à fort trafic ; 2) Les règles de contrôle de sécurité, d'aménagement des abords et d'homologation des produits et équipements d'exploitation sont élaborées et mises en œuvre ; 3) Un dispositif de contrôle des infrastructures aéroportuaires est mis en œuvre selon les standards internationaux.
<p><u>5- (AUOTU)-Algérie/ France</u></p> <p>P3A IV : (1100 000€)</p> <p>-Renforcement des capacités de l'autorité de régulation des transports urbains d'Alger</p> <p>Date : 09/2019-en cours</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Une évaluation de la stratégie et de l'organisation de l'AOTU-Alger est réalisée ; 2) L'AOTU-A est doté de méthodes et d'outils pour le suivi de la performance des modes d'exploitation des réseaux de transport urbain ; 3) Les compétences des cadres de l'AOTU sont renforcées pour être dotés de capacités techniques suffisantes en accord avec les meilleures pratiques européennes.
<p>6- (ONM) –Algérie/France</p> <p>P3AIV : 1 150 000€)</p> <p>Appui Institutionnel au Renforcement des Capacités techniques de l'Office National de la</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les capacités techniques de l'ONM sont renforcées en vue de parvenir au niveau de l'état de l'art sur toute la chaîne de valeur en matière de services météorologiques et

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
Météorologie Date : 03/2020- En cours	climatiques ; 2) Les performances commerciales et managériales et de l'ONM sont améliorées ; 3) Les capacités institutionnelles de l'ONM et la coordination avec les autres parties prenantes sont renforcées.

2.5.2. Les Actions ponctuelles

Six (6) actions ponctuelles d'un budget de 1075 h/j sont engagées au profit des secteurs du Transport et des travaux publics dont une action en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1)-Appui à la mise en place de structures organisationnelles (CTTP)	15
2)-Etude pour aider la Direction des infrastructures maritimes du Ministère des travaux publics à cerner la vulnérabilité des infrastructures portuaires et maritimes	150
Étude préalable et recommandations opérationnelles pour la mise en place d'un Système de prévention et de gestion des risques liés aux Catastrophes Naturelles (SPGRCN) au niveau du Ministère des Travaux Publics et des Transports / Appui au Ministère des Travaux publics pour le renforcement des capacités de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles impactant les infrastructures de base	200
3)-Appui au Ministère des Travaux Publics et des Transports pour le développement d'un système d'information intégré en renforcement du système de prévention et de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles	550
Appui à l'évaluation de l'efficacité des établissements de formation du MTPT	80
4)-Appui à la réalisation d'une étude de faisabilité de 2 centres de formation dans le domaine transport	80

2.5.3. Les missions TAIEX

Le secteur des travaux publics et du transport a bénéficié de 5 Missions TAIEX réparties par structure comme suit :

✓ Direction de l'Exploitation et de l'Entretien Routiers : une mission

1) Système de comptage de trafic routier	02-déc-12	06-déc-12
--	-----------	-----------

✓ Direction des Infrastructures Maritimes : une mission

1) Modernisation des infrastructures portuaires	17-févr-14	19-févr-14
---	------------	------------

✓ Transports Aérien et maritime : une mission

1) Indicateurs de qualité des transports aérien et maritime	08-avr-13	09-avr-13
---	-----------	-----------

✓ **Organisme de Contrôle Technique des Travaux publics CTTTP : 2 missions**

1) Traitement et analyse des données du géoradar (GSSI)	07-sept.-14	11-sept.-14
2) Techniques de modélisation microscopique et dynamique du trafic routier	15-sept.-14	18-sept.-14

2.6. Ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire

- ⇒ *2 jumelages pour un budget de 2 800 000 €.*
- ⇒ *1 action ponctuelle d'un budget de 94 h/j*
- ⇒ *10 missions TAIEX*

2.6.1. Les Jumelages

Le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire a bénéficié de **2 jumelages** au profit de la DGC et la DGSN dont un clôturé et un en cours d'un budget total de **2 800 000€** :

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>1- <u>DGPC-Algérie/ France/Espagne</u> P3A III (1 500 000€) Appui au renforcement des capacités d'intervention des services de la Direction Générale de la Protection Civile Date : 01/2017-06/2019</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) La prévention des risques et la culture du retour d'expérience sont améliorées dans le cycle de gestion des crises ; 2) La capacité opérationnelle des équipes de la protection civile est renforcée ; 3) La compétence et la cohésion des équipes de la protection civile sont améliorées par des actions de formations adaptées ; 4) Les compétences logistiques sont renforcées en tenant compte des aspects environnementaux lors de la réduction des désastres.
<p>2- <u>DGSN-Algérie/ France</u> P3AIV :(1300 000€) Renforcement de l'expertise scientifique et technique et instauration de la démarche qualité dans le Service du Laboratoire Central de la Police Scientifique et le Service Central de l'Identité Judiciaire de la Direction Générale de la Sûreté Nationale Date : 03/2019-En cours</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les capacités institutionnelles et techniques du Département d'Assurance Qualité sont renforcées ; 2) Les compétences du personnel et le système de Management d'Assurance Qualité sont mis à jour ; 3) Un certain nombre de méthodes ont franchi les étapes importantes vers le statut de «prêt pour être accrédité» dans un proche avenir.

2.6.1. Les Actions Ponctuelles

Une (1) action d'un budget de 94 h/j est réalisée au profit du MICLAT dans le cadre du P3AIII :

Intitulé	N /J d'expert
1)-Appui au Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire pour la mise en œuvre de la Démocratie Locale Participative	94

2.6.2. Les Missions TAIEX

Le MICLAT a bénéficié de **10 Missions TAIEX** réparties comme suit :

✓ Collectivités locales : 4 missions

1) La Promotion de l'approche participative dans la gestion des affaires locales	27-janv-16	28-janv-16
2) La perspective de réforme du système des finances locales pour une meilleure prise en charge des attentes des citoyens	16-déc-15	17-déc-15
3) La Promotion et la valorisation de la ressource humaine locale	15-févr-16	16-févr-16
4) Les collectivités territoriales dans une perspective d'amélioration et de modernisation du service public local	15-févr-16	16-févr-16

✓ Direction Générale de la Sureté Nationale : 06 missions

1) Gestion de scènes de crime majeure	24-avr-17	27-avr-17
2) Morpho Analyse	19-févr-18	22-févr-18
3) Phono criminalistique	14-mars-18	15-mars-18
4) Problématiques de l'analyse des impressions (documents imprimés et documents sécurisés)	04-oct-17	06-oct-17
5) Recherche et identification des diatomées dans un diagnostic de noyade -	28-mai-18	31-mai-18
6) Gestion de la base de données AFIS	20-sept-17	22-sept-17

2.7. Ministère de l'Industrie et des Mines

- ⇒ 3 jumelages pour un budget de 2 660 865€.
- ⇒ 22 actions ponctuelles d'un budget de 651 h/j
- ⇒ 13 missions TAIEX

2.7.1. Les jumelages

Le Ministère de l'Industrie et des mines a bénéficié de **03 jumelages** clôturés, lancés au profit de l'Administration Centrale et l'ALGERAC d'un budget total de **2 660 865€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>MIP-Algérie/France</u> P3AI (963 724€) Appui au Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements (MIPI) pour la préparation d'accords avec l'Union Européenne dans le domaine de l'évaluation de la conformité Date : 01/2011-07-2012</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le processus d'harmonisation de la législation nationale et des réglementations techniques est complété ; 2) La capacité de l'administration centrale est renforcée et une structure de coordination est mise en place ; 3) Les organismes nationaux algériens de normalisation, de certification, d'accréditation et de métrologie, et les centres techniques sont mis à niveau ; 4) Les acteurs impliqués par les ACAA sont informés et sensibilisés.
<p>2- <u>MIM-</u></p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Evolution du cadre légal et de la gouvernance du

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<u>Algérie/France/Finlande</u> <u>/Espagne</u> P3A III (1 450 000 €) Appui au Ministère de l'Industrie et des Mines dans sa stratégie d'innovation industrielle Date : 07/2016-08/2018	système national de l'innovation ; 2) Définition d'un système d'information intégré et d'évaluation de l'innovation à portée nationale ; 3) Elaboration d'un écosystème de réseaux d'appui aux PME pour développer les activités liées à la promotion et la valorisation de la recherche et l'innovation ; 4) Renforcement des compétences des cadres du MIM, des réseaux d'appui et des acteurs économiques sur les questions d'innovation.
3- ALGERAC- <u>Algérie/Allemagne</u> P3A II (247 141€) Renforcement du Dispositif Algérien d'Accréditation « ALGERAC » Date : 09/2013-05/2014	1) Les bases pour l'informatisation de la gestion de l'accréditation sont arrêtées ; 2) La connaissance de l'accréditation est renforcée ; 3) Les connaissances et les compétences pratiques des évaluateurs sont renforcées.

2.7.2. Les Actions ponctuelles

Vingt-deux (22) actions ponctuelles d'un budget de 651 h/j sont engagées au profit du secteur de l'Industrie et des Mines dont 5 actions en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1. Formation et coaching des membres des comités spécialisés d'ALGERAC	36
2. Rédaction d'une stratégie de communication et développement d'outils de communication	20
3. Elaboration d'une stratégie de communication (IANOR)	25
4. Mise en œuvre de la stratégie de communication (IANOR)	25
5. Formation des cadres d'ALGERAC en vue d'une extension de ses activités dans le domaine biomédical	15
6. Formation des évaluateurs et experts d'ALGERAC dans les domaines des produits industriels et agricoles	30
7. Coaching des cadres d'ALGERAC pour la mise en place d'un système d'accréditation de laboratoire médical selon la norme ISO 15189 version 2012	10
8. Appui à la mise en place des éléments manquants dans la gestion du système général d'accréditation d'ALGERAC pour combler les derniers écarts identifiés par la Coopération Européenne pour l'Accréditation (EA)	10
9. Réalisation d'une évaluation d'accréditation d'un laboratoire de biologie médicale selon le référentiel ISO 15189 version 2012 (ALGERAC)	5
10. Références aux normes dans la conception et la rédaction des Règlements Techniques Algériens	50
11. Perfectionnement et coaching d'évaluateurs selon le référentiel ISO/CEI 17065 relatif aux exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services	18

Intitulé	N /J d'expert
12. Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un système intégré d'information statistique	210
13. Réalisation d'une évaluation d'accréditation d'un laboratoire de biologie médicale d'un centre d'assistance médical à la procréation selon le référentiel ISO 15189 version 2012 ALGERAC	12
14. Appui à la formation des évaluateurs d'ALGERAC dans la certification des produits selon le référentiel ISO/CEI 17067	25
15. Appui à la formation du personnel technique d'ALGERAC selon le référentiel ISO/CEI 17011 :2017	10
16. Appui à la mise à jour des connaissances du personnel d'ALGERAC en charge de l'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage selon le référentiel ISO/CEI 17025	10
17. Appui à la formation du personnel d'ALGERAC en charge de l'accréditation des organismes certifiant les systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires selon le référentiel ISO/CEI 22003	10
18. Conception et mise en place d'une plateforme d'échanges et d'intégration de données statistiques	20
19. Formation des évaluateurs sur l'approche processus et analyse dans un laboratoire de biologie médicale selon les exigences du référentiel ISO 15189 version 2012 (ALGERAC)	20
20. Soutien à la réalisation d'une étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie (IANOR)	40
21. Formation des évaluateurs sur la métrologie appliquée aux laboratoires d'essais et d'analyses médicales (ALGERAC)	20
22. Formation des évaluateurs dans les domaines de certification des produits industriels des procédés et services ISO/CEI 17065 (ALGERAC)	30

Intitulé	N /J d'expert
1)-Formation des cadres d'ALGERAC en vue d'une extension de ses activités dans le domaine biomédical	15
2)-Formation des évaluateurs et experts d'ALGERAC dans les domaines des produits industriels et agricoles	30
3)-Coaching des cadres d'ALGERAC pour la mise en place d'un système d'accréditation de laboratoire médical selon la norme ISO 15189 version 2012	10
4)-Appui à la mise en place des éléments manquants dans la gestion du système général d'accréditation d'ALGERAC pour combler les derniers écarts identifiés par la Coopération Européenne pour l'Accréditation (EA)	10
5)-Réalisation d'une évaluation d'accréditation d'un laboratoire de biologie médicale selon le référentiel ISO 15189 version 2012 (ALGERAC)	5
6)-Références aux normes dans la conception et la rédaction des Règlements Techniques Algériens	50
7)-Perfectionnement et coaching d'évaluateurs selon le référentiel ISO/CEI 17065 relatif aux exigences pour les organismes certifiant les produits, les procédés et les services	18
8)-Appui à l'élaboration et à la mise en place d'un système intégré d'information	210

Intitulé	N /J d'expert
statistique	
9)-Réalisation d'une évaluation d'accréditation d'un laboratoire de biologie médicale d'un centre d'assistance médical à la procréation selon le référentiel ISO 15189 version 2012 ALGERAC	12
10)-Appui à la formation des évaluateurs d'ALGERAC dans la certification des produits selon le référentiel ISO/CEI 17067	25
11)-Appui à la formation du personnel technique d'ALGERAC selon le référentiel ISO/CEI 17011 :2017	10
12)-Appui à la mise à jour des connaissances du personnel d'ALGERAC en charge de l'accréditation des laboratoires d'essai et d'étalonnage selon le référentiel ISO/CEI 17025	10
13)-Appui à la formation du personnel d'ALGERAC en charge de l'accréditation des organismes certifiant les systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires selon le référentiel ISO/CEI 22003	10
14)-Conception et mise en place d'une plateforme d'échanges et d'intégration de données statistiques	20
15)-Formation des évaluateurs sur l'approche processus et analyse dans un laboratoire de biologie médicale selon les exigences du référentiel ISO 15189 version 2012 (ALGERAC)	20
16)-Soutien à la réalisation d'une étude sur les effets économiques de la normalisation en Algérie (IANOR)	40
17)-Formation des évaluateurs sur la métrologie appliquée aux laboratoires d'essais et d'analyses médicales (ALGERAC)	20
18)-Formation des évaluateurs dans les domaines de certification des produits industriels des procédés et services ISO/CEI 17065 (ALGERAC)	30

2.7.3. Les Missions TAIEX

Le Ministère de l'Industrie et des mines a bénéficié de **13 Missions TAIEX** réparties comme suit :

✓ **Organisme Algérien d'Accréditation ALGERAC : une mission**

1) Accréditation d'un laboratoire d'étalonnage	13-juin-10	17-juin-10
--	------------	------------

✓ **Direction Générale de l'Intelligence Economique des Etudes et de la Prospective : 5 missions**

2) Mission d'expertise sur l'Organisation et fonctionnement de cellules de veille (Gestion de l'information)	23-mai-10	27-mai-10
3) La sécurisation du patrimoine informationnel	13-déc-10	14-déc-10
4) La gestion et le traitement de l'information à caractère industriel et économique	06-juin-11	10-juin-11
5) Formation pour animateurs de cellules de veille	20-mai-12	21-mai-12

✓ **Division des Politiques d'Innovation : une mission**

1) Politique d'Innovation "Recherche et Développement"	13-déc-09	17-déc-09
--	-----------	-----------

✓ **Direction Générale de la Gestion du Secteur Public Marchand (DGGSPM) : Une mission**

1) Atelier de formation sur les techniques de négociations de partenariats	08-sept-14	11-sept-14
--	------------	------------

✓ **Division de la Qualité et de la Sécurité Industrielle : Une Mission**

1) Benchmarking des systèmes européens de métrologie et expérience de la mise en place d'un laboratoire de référence en métrologie	13-mai-13	17-mai-13
--	-----------	-----------

✓ **Direction Générale de la Veille Stratégique des Etudes Economiques et des Statistiques DGVSEES : Une mission**

1) Instruments d'évaluation des politiques publiques	11-mars-15	12-mars-15
--	------------	------------

✓ **Direction générale de la PME : 3 missions**

1) visite d'études au profit des cadres des centres de facilitation	09-mars-15	11-mars-15
2) Renforcement du processus d'accompagnement des PME par les centres de facilitation	23-févr-15	25-févr-15
3) Séminaire sur le développement économique local	20-avr-15	21-avr-15

2.8. Ministère des Ressources en Eau

- ⇒ **3 jumelages pour un budget de 2 900 000€.**
- ⇒ **7 actions ponctuelles d'un budget de 376 h/j**
- ⇒ **1 mission TAIEX**

2.8.1. Les Jumelages

Le Ministère des Ressources en Eau a bénéficié de **3 jumelages** dont 2 clôturés et un en cours, lancés au profit de l'ADE, l'AGIR et l'ANRH d'un budget total de **2 900 000€** :

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>1- <u>ADE-Algérie/Belgique</u> P3AI : (900 000€) Renforcement de la capacité de l'Algérienne des Eaux à améliorer la qualité de l'eau distribuée par ses réseaux Date/ 01/2011-07/2012</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) L'auto surveillance au sein de l'Algérienne des Eaux de la qualité de l'eau est renforcée ; 2) La gestion des non-conformités (y compris les cas d'urgence) est améliorée ; 3) Un processus d'amélioration continue à court, moyen, et long termes de la qualité de l'eau est mis en place ; 4) Un dispositif de communication sur la qualité de l'eau, conforme aux meilleures pratiques est approuvé et mis en œuvre.
<p>2- <u>AGIRE-Algérie/Belgique</u> P3A III : 1 000 000€ Appui au Ministère des</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Les capacités managériales et organisationnelles pour le suivi et la coordination de la politique de l'eau sont renforcées ; 2) La gestion opérationnelle, la planification et le pilotage dans le secteur de l'eau au niveau local, régional et

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
Ressources en Eau dans sa Politique de Gestion Intégrée des Ressources en Eau Date : 02/2017-02/2019	national sont améliorés ; 3) Le système d'information de l'AGIRE et des ABH est consolidé et contribue au SIE de l'ONEDD/MREE .
3- ANRH- Algérie/France P3AIV : (1000 000€) Appui à l'Agence Nationale des Ressources Hydrauliques pour la modernisation de ses structures et de son fonctionnement Date : 9/2020-En cours	1) l'ANRH dispose d'un plan stratégique, d'une organisation et d'un système de management adaptés à son évolution statutaire, et ses capacités managériales et commerciales sont renforcées tant au niveau central qu'au niveau régional ; 2) Les besoins de mise à niveau des systèmes d'acquisition, de traitement, d'archivage et de mise à disposition des données de l'ANRH sont définis, la mise en œuvre est planifiée et a débuté ; 3) .Les capacités techniques et scientifiques de l'ANRH sont renforcées en vue de mieux répondre aux attentes des institutions utilisatrices des services de l'ANRH et d'élargir la gamme des prestations.

2.8.2. Les Actions ponctuelles

Sept (7) actions ponctuelles d'un budget de 376 h/j sont engagées au profit du secteur des ressources en eau dont 2 actions en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1)-Réalisation d'une pré-identification d'action au profit du secteur de l'eau (INPE)	5
2)-L'amélioration de la gestion des réseaux d'eau potable par l'instauration d'un système de concertation systématique entre les acteurs concernés du secteur (INPE)	6
3)-Recensement des besoins en assistance technique et instruments à mobiliser en conséquence	15
4)-Appui pour l'établissement d'un système de gestion intégré de l'information géographique - ADE	90
5)-Appui pour l'établissement d'une architecture d'entreprise au profit de l'Unité de Production et Grand Transfert d'Eau de Tamanrasset -ADE	80
6)-Modernisation du service de formation de l'ADE	80
7)-Appui à l'élaboration d'une politique sectorielle de la formation	100

2.8.3. Les Missions TAIEX

Une mission TAIEX :

1) Améliorer la connaissance et les compétences des métiers liés à l'Eau potable	28-mai-12	02-juin-12
--	-----------	------------

2.9. Ministère du Tourisme et de l'Artisanat

- ⇒ 1 jumelage pour un budget de 900 000€.
- ⇒ 7 actions ponctuelles d'un budget de 360 h/j
- ⇒ 2 missions TAIEX

2.9.1. Les Jumelages

Le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat a bénéficié d'un (01) Jumelage clôturé au profit de l'Agence Nationale de l'Artisanat Traditionnel d'un budget de **900 000€** :

Intitulé du jumelage	Résultats obligatoires
<p>1- <u>ANART-Algérie/Espagne</u> <u>France</u></p> <p>P3A I (900 000 €)</p> <p>Renforcement de l'Agence Nationale de l'Artisanat Traditionnel et des institutions publiques et professionnelles chargées de promouvoir l'artisanat traditionnel</p> <p>Date : 02/2011-10/2012</p>	<p>1) Les structures du secteur de l'artisanat sont mises en réseau ;</p> <p>2) Les compétences des artisans des filières dinanderie et bijouterie sont développées ;</p> <p>3) La promotion de la qualité et de la commercialisation des produits de dinanderie et bijouterie est renforcée.</p>

2.9.2. Les Actions ponctuelles

Sept (7) actions ponctuelles d'un budget de 360 h/j sont réalisées au profit du secteur du tourisme et de l'artisanat :

Intitulé	N /J d'expert
1)-Formation à la gestion du Cycle de Projet (DGA)	10
2)-Formation à la gestion du Cycle de projet (Phase 2)	4
3)-Appui à la finalisation du code de l'Artisanat	5
4)-Système d'évaluation et de labellisation du Titre « Maître Artisan Poterie /Céramique »	31
5)-Appui à la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers pour la formulation d'un plan d'amélioration de la qualité des produits de l'artisanat du cuir	95
6)-Appui à la Direction Générale de l'Artisanat pour l'élaboration de procédures de mise en œuvre des labels de qualité pour les produits de l'artisanat en tant que marque collective	110
7)-Appui à l'élaboration d'un référentiel du thermalisme en Algérie-Direction Générale du Tourisme	105

2.9.3. Les Missions TAIEX

Deux (02) missions TAIEX :

1)- Ecole Nationale Supérieure du Tourisme Méthode de recherche appliquée en tourisme	16-mai-11	17-mai-11
2)- Direction du Thermalisme Nouvelles techniques et spécialisations thermales	10-déc-12	11-déc-12

2.10. Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme

⇒ **1 jumelage pour un budget de 1200 000€.**

- ⇒ **3 actions ponctuelles d'un budget de 309 h/j**
- ⇒ **10 missions TAIEX**

2.10.1. Les Jumelages

Le MSNFCE a bénéficié d'un Jumelage clôturé d'un budget de **1200 000€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- MSNFCE-Algérie/France P3A III (1 200 000€) Appui au renforcement des capacités du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme dans sa stratégie globale pour favoriser l'insertion des personnes handicapées dans le milieu du travail Date : 02/17- 02/19</p>	<p>1) La mise en œuvre de l'approche stratégique en matière d'insertion des Personnes Handicapées (PH) est améliorée ; 2) L'encadrement des infrastructures spécialisées est amélioré ; 3) Les programmes de formation sont adaptés et l'employabilité des PH est améliorée ; 4) Les relations et les échanges avec le mouvement associatif sont formalisés.</p>

2.10.2. Les Actions Ponctuelles

Trois (3) actions ponctuelles d'un budget de 309 h/j engagées dont une action en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1) Amélioration du système de gestion des aides sociales de l'Etat	20
2) Appui à l'Office National d'Alphabétisation et d'Enseignement des Adultes pour moderniser les programmes d'alphabétisation des femmes en milieu rural	189
3) Alphabétisation des femmes rurales	100

2.10.3. Les Missions TAIEX

Dix missions TAIEX au profit des différentes Directions et structures du Ministère :

1) Agence Nationale de Gestion du Micro Crédit ANGEM : Stratégie de microfinance en vigueur dans les pays de l'UE et examen de l'expérience Algérienne	23-mai-16	26-mai-16
2) Direction de la conception, du suivi de l'analyse, de l'évaluation et développement des activités de prise en charge institutionnelle et des ressources pédagogiques : Etablissement(s) de prise en charge des enfants autistes	01-mars-16	02-mars-16
3) Direction de la protection et de la promotion des personnes handicapées : Intégration des enfants handicapés en milieu ordinaire de l'éducation nationale	07-févr-16	09-févr-16
4) Direction Générale de la Protection et de la Promotion des Personnes Handicapées : L'accessibilité des personnes handicapées c'est l'affaire de tous «enjeux et perspectives "	10-juil-16	11-juil-16

5) Direction générale de la protection et de la promotion des personnes handicapées : Méthodes de prise en charge des enfants autistes	21-févr-16	23-févr-16
6) Direction de la Protection et de la Promotion de la Famille : Les dispositifs d'accompagnement social des personnes âgées et dépendantes	04-oct-16	05-oct-16
7) Direction des Programmes développement solidaire, de l'insertion et de l'Aie Sociale : Aide à l'insertion socioprofessionnelle, quelles passerelles ? (amélioration des dispositifs réglementaires d'insertion des jeunes sans revenu)	18-nov.-13	19-nov.-13
8) Agence de Développement social (ADS) : L'information sociale et la pratique de réseau	27-nov.-13	28-nov.-13
9) Agence de Développement social (ADS) : Expertise du dispositif Blanche Algérie lié aux métiers de l'environnement (Mission d'expert sur l'insertion des jeunes chômeurs sur le marché du travail)	16-déc.-13	19-déc.-13
10) Direction des Programme d'Insertion et de Développement Social : Expériences d'Etats membres de l'Union Européenne dans la définition du seuil de la pauvreté	27-avr.-16	28-avr.-16

2.11. Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication

- ⇒ *1 jumelage pour un budget de 1 400 000€.*
- ⇒ *8 actions ponctuelles d'un budget de 428 h/j*
- ⇒ *1 mission TAIEX*

2.11.1. Les jumelages

Le MPTIC a bénéficié d'un Jumelage clôturé d'un budget de **1400 000€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>MPTIC-Algérie/ Allemagne/France</u> P3A III : 1400 000€ Appui au MPTIC dans la mise en place d'un écosystème favorisant le développement des TIC Date : 11/2016-12/2018</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Le réseau partenarial est amélioré dans une finalité d'innovation ; 2) L'encadrement de la recherche et développement des TIC par le MPTTN est renforcé ; 3) Le processus d'incubation est revisité ; 4) L'ANPT dispose du Parc Technologique de Sidi Abdellah redynamisé en tant que hub.

2.11.2. Les Actions Ponctuelles

Huit (8) actions ponctuelles d'un budget de 428 h/j engagées dont une action en cours de réalisation dans le cadre du P3AIV :

Intitulé	N /J d'expert
1) - Mise en ligne du Registre du Commerce	10
2)- Séminaire sur le projet de loi relative à l'activité audiovisuelle	4

Intitulé	N /J d'expert
3)- Elaboration d'un nouveau plan de fréquences radioélectriques TDA	15
4)- Renforcement des capacités de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications	30
5)- Appui à la conception et la production d'une offre de référence pour la diffusion audiovisuelle par satellite (TDA)	120
6)- Appui à l'identification de l'architecture d'entreprise au niveau de l'établissement Télédiffusion d'Algérie	118
7)- Appui à la Radio Algérienne pour la formation des journalistes à l'éducation aux nouveaux médias	46
8)-Appui au développement d'un système informatique de gestion intégrée pour la Radio Algérienne	85

2.11.3. *Les Missions TAIEX*

✓ Une mission TAIEX au profit de la Télédiffusion d'Algérie

1) Approche pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire à la gestion des fréquences dans la perspective de l'ouverture du paysage audiovisuel en Algérie.	24-juin-12	28-juin-12
--	------------	------------

2.12. Ministère de l'Environnement

- ⇒ 1 jumelage pour un budget de 850 000€.
- ⇒ 1 action ponctuelle d'un budget de 10 h/j
- ⇒ 1 mission TAIEX

2.12.1. *Les Jumelages*

Le Ministère chargé de l'Environnement a bénéficié d'un Jumelage clôturé, lancé au profit de l'ONEDD d'un budget de **850 000€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>ONEDD-Algérie/France/Autriche</u> P3AII-850 000€ Appui à l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable (ONEDD) pour l'amélioration de ses capacités opérationnelles et la mise en œuvre du Système national d'Information Environnementale (SIE) 850 000 Date : 02/2014-02/2016</p>	<p>1) Renforcement de l'ONEDD en matière de traitement et interprétation des données géographiques et environnementales ;</p> <p>2) Optimisation de la structure organisationnelle de l'ONEDD pour lui permettre de gérer le système d'information environnemental ;</p> <p>3) Formation des ingénieurs et techniciens de l'ONEDD à l'outil SIE Partage et accès à l'information environnementale.</p>

2.12.2. *Les Action ponctuelles*

Une action ponctuelle réalisée :

Intitulé	N /J d'expert
1) Définition des solutions logicielles et choix des logiciels et serveurs devant servir à l'installation et la mise en œuvre du système national d'information environnementale (ONEDD)	10

2.12.3. *Les Mission TAIEX*

Une mission TAIEX au profit du CNFE

1) La gestion des déchets des activités de soins en Algérie	23-oct-11	25-oct-11
---	-----------	-----------

2.13. Ministère de l'Energie

⇒ *1 jumelage pour un budget de 1200 000€.*

⇒ *8 missions TAIEX*

2.13.1. *Les Jumelages*

Le Ministère de l'Energie a bénéficié d'un (01) Jumelage clôturé, lancé au profit de la CREG d'un budget de 1200 000€ :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p><u>CREG- Algérie / Autriche/Espagne</u></p> <p>P3A III (1200 000€)</p> <p>Renforcement des structures, pouvoirs et compétences de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en tant qu'Autorité Nationale de Régulation</p> <p>Date : 08/2015-08/2017</p>	<p>1- la réglementation de la qualité du service public et l'efficacité de la surveillance de la CREG auprès des consommateurs sont améliorées en référence à la directive 2009/72 / CE ;</p> <p>2- la méthode de traitement et d'analyse et les outils de suivi, d'évaluation et de supervision des opérateurs / concessionnaires dans les domaines de la distribution d'électricité et de gaz sont mis en place en tenant compte des directives 2009/72/CE et 2009/73/CE ainsi que des implications tarifaires ;</p> <p>3- le système d'information est évalué en vue de sa mise à niveau, permettant un meilleur ajustement des échanges de données entre la CREG et les opérateurs ;</p> <p>4- La CREG dispose des outils pour se développer en une organisation performante</p>

2.13.2. *Les Missions TAIEX*

Huit missions TAIEX :

✓ **Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz : Six missions**

1) CREG : Optimisation de la structure du parc de production de l'électricité	07-nov-10	11-nov-10
2) CREG : L'adaptation du cadre juridique à l'introduction des filières des énergies renouvelable dans la production d'électricité.	17-oct-10	21-oct.-10
3) Ministère de l'Energie et des Mines : Régulation des marchés de l'électricité	05-juin-11	09-juin-11
4) CREG : Certification d'origine de l'électricité renouvelable	19-mai-13	22-mai-13
5) CREG : Approche opérationnelle du contrôle des installations de production d'énergies renouvelables	9-sept.-13	13-sept.-13
6) CREG : Intégration des énergies renouvelables aux réseaux	08-mars-15	12-mars-15

✓ **Direction de la prospective et Autorité de Régularisation des Hydrocarbures : 2 missions**

1) A.R.H : Mise à jour de la réglementation technique en matière de stockage et canalisation des hydrocarbures	21-nov-11	22-nov-11
1) Direction de la Prospective Appui au développement de la Fonction Prospective au niveau de l'administration centrale du ministère de l'énergie.	25-juin-18	27-juin-18

2.14. Ministère du travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale

⇒ *1 jumelage pour un budget de 1240 000€.*

2.14.1. *Les Jumelages*

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité a bénéficié d'un Jumelage en cours de mise en œuvre, lancé au profit de l'ANEM d'un budget de **1 240 000€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>ANEM-Algérie/France</u> P3A IV (1240 000€) Appui à la modernisation du Service Public de l'emploi Date : 08/2018-en cours fin prévu 11/2020</p>	<p>1) L'offre de services de l'ANEM, y inclus les services à distance mis en place pour les usagers du Service public de l'emploi, est significativement renforcée ;</p> <p>2) L'organisation et les outils dont dispose l'ANEM sont renforcés afin d'assurer une meilleure capacité d'évolution de ses services ;</p> <p>3) La démarche de l'ingénierie de formation est instaurée comme méthode permettant le développement des compétences des personnels de l'ANEM.</p>

2.15. Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

⇒ *1 jumelage pour un budget de 1600 000€.*

⇒ *3 missions TAIEX*

2.15.1. *Les Jumelages*

Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a bénéficié d'un Jumelage en cours de mise en œuvre, d'un budget de **1600 000€** :

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
<p>1- <u>MESRS-Algérie/Espagne</u> P3AIV (1 600 000 €) Appui au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans ses réformes pédagogiques Date : 07/2019- En cours</p>	<p>1) Une méthodologie de montage d'offres de formation nouvelles (LMD) s'appuyant sur la méthodologie d'élaboration de l'offre de formation adoptée dans le cadre du « PAPS-ESRS » est conçue ;</p> <p>2) Une méthode d'ingénierie pédagogique renforcée par l'accompagnement des enseignants dans le développement de leur pratique pédagogique et la conception du changement est adoptée ;</p> <p>3) La gouvernance pédagogique et le management didactique</p>

Intitulé du jumelage et budget	Résultats obligatoires
	sont renforcés par l'accompagnement des chefs d'établissements, des gestionnaires, des équipes de formation et des responsables des comités pédagogiques, dans l'élaboration des projets de développement des établissements universitaires et la mise en place d'une stratégie d'ajustement.

2.15.2. *Les Missions TAIEX*

Trois missions TAIEX :

1) Organisation du tutorat dans les universités	28-avr-13	29-avr-13
2) Elaboration d'un projet d'établissement d'enseignement supérieur	14-nov-16	15-nov-16
3) Conseil pour l'organisation d'une structure nouvelle, comparaison entre le pilotage organisationnel et le pilotage par les processus	28-nov-16	30-nov-16

2.16. Ministère de la Culture

- *Une Mission TAIEX au profit de l'ANSS*

1) Conseil et appui dans la mise en œuvre d'un plan permanent de sauvegarde	26-févr-18	02-mar-18
---	------------	-----------

2.17. Ministère des Relations avec le Parlement

- ⇒ *1 action ponctuelle d'un budget de 52 h/j*
- ⇒ *3 missions TAIEX*

2.17.1. *Les Actions Ponctuelles*

Une action ponctuelle réalisée :

Intitulé	N /J d'expert
Appui au Ministère des Relations avec le Parlement pour créer un manuel algérien de légistique et assurer la formation des utilisateurs	52

2.17.2. *Les Missions AIEX*

Trois missions TAIEX :

1) Appui technique à l'élaboration et à la rédaction des textes législatifs	06-nov-16	08-nov-16
2) La légistique au service de la performance dans l'élaboration des textes législatifs et réglementaires	14-nov-16	15-nov-16
3) Prendre connaissance in situ du processus d'élaboration des textes législatifs et réglementaires	04-avr-17	07-avr-17

2.18. Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

- ⇒ *3 actions ponctuelles d'un budget de 217 h/j*

⇒ **5 missions TAIEX****2.18.1. Les Actions Ponctuelles**

Trois actions réalisées d'un budget de 217 h/j

Intitulé	N / J d'expert
1) Appui au Centre national de toxicologie pour la mise en place des méthodes d'analyse et d'évaluation des teneurs en résidus et contaminants dans l'aliment d'origine animale	60
2) Appui au Centre National de Toxicologie pour la mise en place de méthodes d'analyse visant la détection et la quantification de résidus et contaminants chimiques dans les denrées alimentaires d'origine animale	105
3) Appui au Centre National de Toxicologie pour la mise en place de méthodes d'analyse visant la détection et la quantification de résidus et contaminants chimiques dans les denrées alimentaires d'origine animale	52

2.18.2. Les Missions TAIEX**Cinq (05) missions TAIEX au profit du MSPRH :**

1) La lutte anti vectorielle	03-oct-11	04-oct-11
2) Aide au sevrage tabagique	27-févr.-13	28-févr.-13
3) CHU Mustapha Plan d'action pour lutter contre l'émergence et la propagation des Bactéries hautement résistantes (BHR)	06-avr.-15	07-avr.-15
4) (CNPM)Sécurité du patient & dispositifs médicaux (MD) : analyser et promouvoir	07-déc-15	09-déc-15
5) Télémédecine, solidarité numérique médicale et accès aux soins, les acquis algériens et l'expérience en UE	27-avr-16	28-avr-16

2.19. Ministère de la Défense**Cinq (5) actions ponctuelles** réalisées au profit du Ministère de la Défense -Institut National de la Criminalité et la Criminalistique (INCC), pour un budget de 155 h/j :

Intitulé	N / J d'expert
1)- Exposure to best practices of forensic laboratories in the EU to enhance overall performance of the INCC laboratories and to upgrade selected working methods and tests .	40
2)- Formation aux nouvelles technologies pour la récupération des données à partir de mémoires informatiques et numériques endommagés dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité-INCC	10
3)-Formation au management de la mesure au laboratoire d'essai (fonction métrologie) - INCC	35
4)-Formation sur la conformité du protocole concernant l'analyse et l'identification des produits inconnus avec les meilleures pratiques européennes-INCC	50
5)-Appui aux techniques d'analyses de la balistique mécanique- INCC	20

2.20. Ministère des Affaires Etrangères

Deux (2) actions ponctuelles réalisées au profit du Ministère des Affaires Etrangères d'un budget de 17 h/j :

Intitulé	N / J d'expert
1)- Formation de jeunes diplomates à une approche pratique de l'Union Européenne	5
2)- Formation des diplomates économiques (IDRI)	12

2.21. Actions spécifiques sur la Thématique de la GOUVERNANCE

Une série d'actions sur la thématique de la Gouvernance Politique et économique ainsi que sur la communication et les Medias a été réalisée à travers le Contrat Cadre de la Commission européenne sur financement du Programme **SPRING** :

✓ **Gouvernance Politique : 5 actions**

1) Appui à l'Office Central de Répression de la Corruption en Algérie (OCRC)
2) Appui à l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption (ONPLC) en Algérie
3) Appui au CENEAP pour l'étude de l'opinion des citoyens concernant leur participation à la gestion en Algérie
4) Appui au Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales pour la mise en œuvre de la Démocratie Locale Participative
5) Support au collectif des associations de défense des droits des victimes de violences en Algérie

✓ **Gouvernance économique : 4 actions**

1) Appui au Conseil National Economique et Social (CNES) en matière d'évaluation des politiques publiques
2) Support à l'Institut Algérien de Normalisation (IANOR) pour l'implantation de la norme ISO 26000.
3) Support aux associations de protection des consommateurs en Algérie
4) Support au Centre de Veille Stratégique et de Gestion des Crises du Ministère des Affaires Étrangères Algérien

✓ **Communication et medias : 3 Actions**

1) Appui à la radio algérienne pour la formation des journalistes radio à l'éducation aux médias
2) Support à l'école supérieure de journalisme d'Alger pour la formation des enseignants et celle des journalistes de l'Établissement Public Algérie Presse Service
3) Renforcement des capacités de communication institutionnelle des organismes bénéficiaires du Programme d'Appui à la Gouvernance Economique et Politique de l'Algérie (Programme SPRING)

2.22. Autres actions ponctuelles diverses

Quatre actions ponctuelles d'un budget de 243 h/j:

Organisme	Intitulé	N /J d'expert
Organe National de Prévention et de Lutte contre la Corruption	Appui ponctuel pour le développement de programmes scolaire de sensibilisation et de vulgarisation de prévention de la corruption destinés aux enfants scolarisés (écoles, lycées et collèges) et aux étudiants	110
Office Central de Répression de la Corruption	Animation d'un séminaire sur : Lutte contre la corruption dans les secteurs public et privé : Enquêtes et Effets	18
Conseil National Economique et Social (CNES)	Renforcement des capacités du CNES en matière d'évaluation de la durabilité dans les politiques publiques en Algérie	80
Organe National de Prévention et de Lutte contre la Corruption	Lutte contre le blanchiment d'argent : approche basée sur les risques - élaboration d'un guide pratique.	35

3. Conclusion

L'Accord d'Association entre l'Algérie et l'Union européenne a été signé le 22 avril 2002 et entré en vigueur en janvier 2005. Il constitue le cadre global régissant la coopération financière et technique entre les deux parties. Sa signature a été suivie par l'adoption des documents de stratégie de coopération et des programmes indicatifs nationaux (PIN).

Le Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association P3A est le principal dispositif horizontal d'intervention pour l'exécution de la stratégie de coopération définie dans les PIN, à travers les six (06) conventions de financement signées d'un budget global de **119 millions €**.

En 11 ans d'existence (2009-2020), le P3A a pu mobiliser l'ensemble d'outils de coopération de l'Union européenne (jumelages, TAIEX, actions ponctuelles, projets spécifiques) dans un objectif essentiel d'harmoniser autant que possible les normes des deux parties, dans les domaines législatif, réglementaire, commercial, économique, socio-culturel, sécuritaire, de gouvernance, etc. Il a progressivement touché une large part de l'administration algérienne, fort demandeuse de progrès et d'acquisition de connaissances.

Les interventions du P3A dans son ensemble (toutes phases et outils de coopération confondus et tous niveaux d'élaboration confondus) couvrent au moins une vingtaine de ministère avec un appui particulièrement renforcé au profit des secteurs économiques : Finances Publiques, Commerce, Industrie et Agriculture (**48%** du montant alloué au jumelage et **47%** des actions ponctuelles), concernés directement par la mise en place de la zone de libre-échange.

Avec 41 jumelages réalisés et/ou en cours de réalisation et 7 autres jumelages projetés dans le cadre du nouveau programme FAPP, l'Algérie est placée à un niveau similaire aux deux autres pays du Maghreb (Maroc et Tunisie) alors que ceux-ci ont commencé à utiliser cet instrument depuis beaucoup plus longtemps.

Enfin en termes d'évaluation d'impact de ces projets, l'absence d'un outil de suivi permettant d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord d'Association limite la mesure objective de l'impact et de la viabilité du P3A. Cependant une appréciation qualitative est toujours possible en se basant sur les documents d'évaluation et de monitoring élaborés par projet et par l'exploitation de rapports sectoriels et d'enquêtes/entretiens à mener auprès des principaux secteurs partenaires du P3A .